

# JOHN P. HUMPHREY

## 1905 – 1995

**John Peters Humphrey a consacré les 20 premières années de sa vie d'adulte à plaider en faveur d'un Canada bilingue et biculturel soutenu par des mesures de protection sociale, et ses 50 dernières années à militer pour les droits de la personne sur la scène internationale.**

Dans les années 1930 et 1940, John Humphrey est avocat à Montréal et, par la suite, professeur de droit à l'université McGill, et il croit que pour arriver à une société équitable, le Canada se doit d'assurer un traitement égal à tous les Canadiens, francophones comme anglophones. Son expérience pendant la grande crise économique l'a convaincu de la nécessité d'un programme gouvernemental de sécurité sociale pour les citoyens, grâce à l'adoption des mesures comme l'assurance-chômage et un système national de santé. Il fait valoir son point de vue dans différentes publications et lors d'émissions à l'antenne de Radio-Canada avec la collaboration de personnalités telles que Emile Vaillancourt et Hugh MacLennan.

En 1946, il devient le premier directeur de la division des Droits de l'homme des Nations Unies et, l'année suivante, il prépare le premier projet de ce qui deviendra la Déclaration universelle des droits de la personne. Au cours des deux années suivantes, il devient, avec Eleanor Roosevelt (E-U), Charles Malik (Liban), P.C. Chang (Chine) et René Cassin (France), l'un des principaux promoteurs responsables de l'adoption de la Déclaration universelle à l'assemblée générale des Nations Unies, le 10 décembre 1948.

Après sa retraite des Nations Unies en 1966, John Humphrey continue à enseigner le droit à l'Université McGill et demeure un défenseur infatigable des droits de la personne. Il est membre de la Commission royale sur le statut de la femme, de la Commission internationale des juristes, de même que de plusieurs autres organismes nationaux et internationaux. Il est co-fondateur de la Fondation canadienne des droits de la personne, et la branche canadienne d'Amnistie Internationale.

Quand en 1995, il décide enfin de prendre sa retraite, il résume sa vaste expérience des droits de la personne en offrant ce conseil à l'auditoire lors d'une conférence donnée en son honneur; « Ne permettez jamais que l'on mette de côté les droits individuels au profit des droits collectifs de la société ». Ce furent les derniers propos qu'il prononça en public; il mourut durant la semaine qui a suivi cet événement.



Photo: John Peters Humphrey, 1930.  
McGill University Archives, MG4127/2002-0086-04-10.

**John Peters Humphrey spent the first twenty years of his adult life advocating a bilingual, bicultural Canada with a government-funded social safety net, and the last fifty years promoting individual human rights at the international level.**

In the 1930s and 1940s as a Montreal lawyer and, later, professor at McGill University's Faculty of Law he believed that Canada could only achieve a just society if French Canadians were given equal treatment with English Canadians throughout the country. His experiences in the Great Depression convinced him of the need for the government to provide social security for its citizens through such methods as unemployment insurance and a national health system. He advocated these views through publication and through a number of broadcasts on the C.B.C. with the entrepreneur Émile Vaillancourt and the novelist Hugh MacLennan.

In 1946 he became the first Director of the UN Division of Human Rights and, early the following year, he prepared the first draft of what became the Universal Declaration of Human Rights. Over the next two years he was one of the prime movers, along with Eleanor Roosevelt (U.S.), Charles Malik (Lebanon), P.C. Chang (China) and René Cassin (France) in getting the Declaration adopted by the UN General Assembly on December 10, 1948.

Following his retirement from the UN in 1966, Humphrey continued to teach law at McGill University while being an indefatigable human rights activist. He served on the Royal Commission on the Status of Women and the International Commission of Jurists, as well as many other bodies at the national and international level. He was the co-founder of the Canadian Human Rights Foundation and the Canadian Branch of Amnesty International.

When he finally decided to retire in 1995, he summed up his vast experience in the field of human rights at a testimonial lecture by offering the following advice to the audience: "Never let them set aside individual human rights in the name of the collective rights of society." These were to be his last public words for he died within a week of this event.